

## EKONOMI

PANAMA PAPERS

# Client 3444

Luc Caregari

**Dans notre petite série (en collaboration avec la Sueddeutsche Zeitung et l'ICI) sur les députés-avocats d'affaires qui se sont retrouvés dans les Panama Papers, c'est au tour de Laurent Mosar - qui avec ses cabinets successifs a été l'intermédiaire d'une prolifique myriade d'entreprises logées dans les paradis fiscaux.**

Même s'il n'est que numéro 6 sur la liste des top gagnants à la Chambre des députés, établie par le magazine reporter.lu (selon les calculs duquel il gagnerait au moins 114.000 euros par an), Laurent Mosar est bien connu pour ses accointances avec la place financière - et quiconque suit ses interventions à la barre, sait qu'il ne s'en cache pas. Il est donc peu étonnant de retrouver son nom dans des centaines de documents des Panama Papers.

Le nombre de firmes qu'on peut relier directement à lui ou à un de ses cabinets d'avocats portant son nom est de 13. Les premières firmes pour lesquelles il a été un intermédiaire - Parkman Trading et Inc, Highfield Financial S.A. - sont fondées le 11 avril 1989 au Panama - ce qui fait de lui le précurseur d'un mode de fonctionnement - il est listé sous le numéro client 3444 - qui a connu ses « meilleures » années au Luxembourg vers le milieu des années 1990. La même année en octobre il peut être relié à une troisième firme : Leslie Properties S.A.

Puis plus rien pendant trois ans. C'est en 1992 - deux ans avant d'accéder pour la première fois à la Chambre des députés - qu'il apparaît derrière cinq autres compagnies (Abony Holdings Inc, Bethel Company Inc, Corbe Consultants Ltd, Lysmar Trading Ltd et Noah Trading Ltd). Chose curieuse : cette fois ces compagnies ne sont pas incorporées directement au Panama - alors qu'elles passent tout de même par le cabinet d'avocat panaméen Mossack Fonseca, à l'ori-

gine des Panama Papers - mais aux Îles Vierges Britanniques (BVI), qui à l'époque avaient une législation plus souple encore.

## Intermédiaire pour 13 firmes offshore.

Une fois élu à la fonction de député, Mosar continue de jouer les intermédiaires pour sa clientèle qui voudrait disposer d'une compagnie offshore. On trouve ainsi une Rimmer Services Ltd fondée en 1995 au BVI et surtout une Eldred Holdings Ltd (fondée en 1996 aux Bahamas) et la Logray S.A. - incorporée aux Seychelles en 2006.

De toutes les compagnies, ce sont ces deux dernières sur lesquelles les Panama Papers sont le plus loquaces. En cause, leur date d'incorporation voire de dissolution. Eldred Holdings a existé entre en 1996 et 2014, donc presque une vingtaine d'années - ce qui est une longue période d'existence pour une structure offshore. Plus intéressant encore, le directeur de cette compagnie : Arkadi Rachkov (l'orthographe peut varier), ce citoyen russe, dont le nom apparaît, en tant qu'expert - sans qu'on puisse être sûr

à cent pour cent de l'identité entre les deux individus - dans un jugement de la Haute Cour de Justice de Londres dans une affaire opposant les oligarques Boris Berezovski et Roman Abramovich, et qui est en effet installé à Londres où il est enregistré comme directeur d'une compagnie Treetops Capital Limited - incorporée en 2012.

Ce qui est une date intéressante si on lit les documents disponibles dans les Panama Papers sur la Eldred Holdings Ltd. Son incorporation en 1996 mise à part, où Rachkov est nommé directeur et le cabinet de Laurent Mosar figure comme intermédiaire, il ne se passe longtemps rien. Jusqu'en 2004 quand émerge un échange de courriels entre les bureaux de Mossack Fonseca aux Bahamas et au Luxembourg. Ici, il est question de réactiver la firme, qui donc était un peu endormie, ce qui n'est pas inhabituel pour des structures offshore. Pour quelle raison cette réactivation ? Une question impossible à répondre.

La prochaine trace de Eldred Holdings surgit en 2012 - une requête urgente parvient à Mossack Fonseca : il faut procéder à la dissolution de la firme en question. Dans l'échange, où



©WIKIPEDIA

un associé du cabinet Mosar est toujours en copie, apparaît un autre intermédiaire russe. Un certain Dmitry Bourtov, qui semble avoir les choses en main pour négocier les termes de la dissolution. Bourtov n'est pas un inconnu de la scène des traders. Dans une interview pour un magazine spécialisé datant de 2006, il dévoile sa machine de guerre de trade électronique. Ce qui est intéressant, c'est que Bourtov apparaît dans les Panama Papers uniquement en relation avec cette firme.

Contacté par le woxx, Laurent Mosar confirme que sa firme a bien joué les intermédiaires pour Eldred Holdings, mais que pour lui c'était juste une dissolution tardive qu'il fallait acter, rien de plus. « Je ne me cache pas d'avoir joué les intermédiaires pour ces firmes », admet-il, « Mais je pense ne pas être le seul qui à une certaine époque offrait ces services à sa clientèle. D'ailleurs je tiens à préciser que nous n'avons été que des intermédiaires pour ces firmes et que nous n'avons pas fait de gestion, ni ouvert des comptes et nous n'avons pas non plus procuré des administrateurs ou des directeurs pour ces firmes. Je tiens aussi à dire que je n'ai jamais possédé de firme offshore moi-même. C'était une sorte de mode pendant les années 1990 et vers la fin de la décennie nous avons arrêté de l'offrir à nos clients ».

Quant à Eldred Holdings, Mosar affirme : « Vu que nous n'étions pas administrateurs, je ne peux pas savoir pourquoi la firme a été réactivée, ni pourquoi elle a été dissoute ».

Ce qui est probablement vrai, mais montre aussi le dilemme de ces structures : même en ne restant qu'au niveau intermédiaire, on ne sait jamais qui on aide à monter des structures opaques et quels effets ces flux d'argent peuvent avoir dans la vie réelle - se cacher derrière la discrétion est une issue un peu rapide.



©ICI

## Plongeon dans le passé

Pourquoi le woxx s'attelle-t-il à la tâche de déterrer les petits business que les représentants du peuple ont fait avec Mossack Fonseca ? D'abord, parce qu'on le peut grâce

à notre collaboration avec la Sueddeutsche Zeitung et l'ICI. Et puis, il ne s'agit pas uniquement de dénoncer ces affaires - a priori toutes légales - et de crier au scandale. Non, le but est que nos lectrices et nos lecteurs comprennent un peu mieux ce qui s'est fait derrière les coulisses non seulement du tristement célèbre cabinet panaméen, mais aussi dans celles de la démocratie luxembourgeoise. C'est un devoir démocratique de la presse de rapporter, sans fard, ce qui se trame derrière la façade et c'est ce que nous faisons et ferons ici.